L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 21 AOUT 1860.

G. F. WEISSE, N. DUFOUR, R. DUVERGER, C. HARDY, } Editeurs-Propriétaires

Nouvelle-Orléans
MARDI MATIN, 21 AOUT.

☞ Pour la feuilleton, voir la troisième page.

Abonnés à la Campagne.

Les personnes qui désirent recevoir cette autorisés à recevoir des exemplaires de l'Abeille pour le reste de l'année, à raison de 25 cents pour les quatre semaines. On paiera aux porteurs.

Vente à l'encan de ce jour.

Par E. Roger & Co., 45 et 47 Vieille Levée— Grande vente de marchandises sèches du saison (voir l'annonce.)

Par le shérif, à 11 heures et demie P. M., à son bureau—Vins dans un tonneau.

AUX ELECTEURS.—La ville de la Nouvelle-Orléans compte à présent 16,000 électeurs inscrits, alors que d'après sa population elle devrait en avoir 25,000. Nos concitoyens doivent comprendre que le patriotisme leur fait un devoir d'exercer leur droit de suffrage. Nous engageons donc tous ceux qui ne sont pas enregistrés et tous les jeunes gens qui deviennent majeurs cette année à faire inscrire leurs noms aux bureaux des élections au rez-de-chaussée de l'Hôtel-de-Ville, rue de Chartres, de 9 heures A M à 3 P. M. Toutes les personnes qui auront changé de domicile dans les trois mois qui ont précédé l'élection de novembre, doivent en donner avis au bureau d'enregistrement et faire constater le fait sur leur certificat.

La question d'Orient.

Nous empruntons au *Journal des Débats* l'article suivant de M. St-Marc Girardin sur les affaires de Syrie. Le rôle de la France y est exposé d'une façon très nette, et ce que nous avons dit de la faute commise en 1840 se trouve pleinement corroboré.

" Nous venons de retire un document parlementaire publié en 1846 : ce sont les pièces communiquées à la Chambre des Députés sur les affaires du Liban pendant les années 1843, 1844, 1845. Le sentiment public en France et en Angleterre demande de nos jours que l'Europe, par une intervention efficace, mette enfin un terme aux épouvantables massacres qui viennent d'avoir lieu dans le Liban. La lecture du document parlementaire que je viens d'indiquer prouve le droit et le devoir qu'a l'Europe de prendre des mesures décisives et d'empêcher que le christianisme et l'humanité soient plus longtemps outragés et foulés aux pieds par la barbarie musulmane. C'est, disons-nous, le droit et le devoir de l'Europe d'intervenir, parce qu'elle a une grande et fatale erreur à réparer en Syrie, l'erreur de 1840. Le droit et le devoir de la France de s'associer à cette réparation et de l'accomplir sont d'autant plus grands et d'autant plus obligatoires, qu'en 1840 elle a tout fait pour empêcher l'erreur de l'Europe en Syrie ; que c'est malgré elle et contre elle que la faute a été commise ; que depuis 1840, en 1843, en 1844, en 1845, elle s'est efforcée de corriger le mal, et que si elle intervient enfin aujourd'hui, de concert avec l'Europe, et surtout avec l'Angleterre, pour réprimer les attentats de la barbarie musulmane, elle continue, en agissant ainsi, la politique qu'elle soutenait il y a vingt ans, que l'Europe a répudiée alors, mais qu'elle est obligée de reprendre aujourd'hui, avertie par le cri du sang chrétien qui s'élève de tous côtés en Orient.

" Une courte analyse des documents parlementaires que j'indiquais prouvera le que je viens de dire de la faute de l'Europe en 1840 et de l'obligation qu'elle a de la réparer.

" Quand l'Europe, en 1840, voulut ôter la Syrie à Méhémet-Ali, le puissant et ambitieux vice-roi d'Egypte, quand elle rendit au Sultan cette province que le vice-roi avait conquise et où il faisait régner l'ordre et la paix, quand enfin elle fit pour cela le traité du 15 juillet 1840, qui était une coalition de l'Europe contre la France, M. Guizot, alors ambassadeur de France à Londres, répondit à lord Palmerston que l'Europe rendant au Sultan ce qu'il lui fournit ni administrer ni conserver." Et M. Thiers, alors ministre des affaires étrangères, dit, dans sa dépêche du 3 septembre 1840, " que ce n'était pas au Sultan, mais à l'anarchie qu'on donnait la Syrie." Ces paroles étaient prophétiques, et depuis 1840 l'état de la Syrie les vérifie chaque jour douloureusement.

" Pourquoi je viens de citer cette dépêche de M. Thiers, en date du 3 septembre 1840, je ne puis pas m'empêcher de mettre sous les yeux du public d'aujourd'hui la belle et vive exposition qu'il fait de la politique de la France en Orient, de le fait d'autant plus volontiers, que cette politique n'est pas celle d'une dynastie ou d'un gouvernement, c'est vraiment la politique de la France au dedans et au dehors. Quand l'Europe du dix neuvième siècle, c'est celle qu'on doit à la Restauration et à la monarchie de 1830 ; c'est celle enfin qu'a pratiquée le gouvernement français depuis 1852, dans la guerre d'Orient de 1854, dans le traité de Paris de 1856, dans la consolidation des principautés du Danube, dans la question de Montenegro, dans la reconnaissance diplomatique des droits politiques et religieux des chrétiens d'Orient. Il y a là une politique habile et sage, généreuse et forte, dont j'aime à montrer la tradition persévérante. Rien ne sera plus d'honneur à la France dans l'histoire, rien n'a plus contribué et ne contribue plus à son agrandissement moral en Europe, à son ascendant populaire en Orient. Voyons donc comment M. Thiers explique cette politique dans sa belle dépêche du 3 septembre 1840 :

" L'existence de l'empire turc est en péril ; l'Angleterre s'en préoccupe, et elle a raison ; toutes les puissances amies de la paix doivent s'en préoccuper aussi. Mais comment faut-il s'y prendre pour raffermir cet empire ? Lorsque les Sultans de Constantinople, n'ayant plus la force de régir les vastes provinces qui dépendaient d'eux, ont vu la Moldavie, la Valachie et plus récemment la Grèce, s'échapper insensiblement de leurs mains, comment s'y est-on pris ? A un par une décision européenne, on a privé ces trois provinces russes et des flottes anglaises, chevelé à restituer aux Sultans des sujets qui leur échappaient ? Assurément non. On n'a pas essayé l'impossible. On ne leur a pas rendu la possession et l'administration de ces trois provinces qui ne défiaient de l'empire. On ne leur a laissé qu'une souveraineté presque nominale sur la Valachie et la Moldavie, où les a tout à fait dépossédés de la Grèce, où enfin on a fait naître d'injustes difficultés qui ont entravé et lié leurs mouvements. Mais l'empire des faits, plus fort que les résolutions des cabinets, a empêché de restituer à la Porte soit la possession réelle de la Moldavie et de la Valachie, soit l'administration même indirecte de la Grèce, et la Porte n'a eu de repos que depuis que ce sacrifice a été irrévocablement opéré. Quelle vue a dirigé les cinq cours dans ces sacrifices ? C'est de rendre indépendantes, c'est de soustraire à l'ambition de tous les Etats voisins les parties de l'empire turc qui s'en séparaient. Ne pouvant refaire un grand tout, on a voulu que les parties détachées restassent des Etats indépendants des empires environnants.

" Un fait semblable vient de se produire dans quelques années en Egypte et en Syrie. L'Egypte a-t-elle jamais été véritablement sous l'empire des Sultans ? Personne ne le pense et personne ne croirait aujourd'hui pouvoir la faire gouverner directement de Constantinople. On en juge apparemment ainsi, puisque les quatre cours décernent à Méhémet-Ali l'hérédité de l'Egypte, en reconnaissant à lui la souveraineté du Sultan Elle-même, en cela, cependant comme la France l'intégrité de l'empire ottoman ; elles ne pouvaient à moins de réserver tout ce qu'il pourra retenir aux autorités. Elles veulent autant que possible en bien de vassalage entre l'empire et ses parties détachées ; elles veulent, en un mot tout ce que veut la France. Les quatre cours, en attribuant au vassal heureux qui a su gouverner l'Egypte l'hérédité de cette province, lui attribuent aussi le pachalik d'Acre ; mais elles lui refusent les trois autres pachaliks de Syrie, les pachaliks de Damas, d'Alep, de Tripoli. Elles appellent cela sauver l'intégrité de l'empire ottoman, sauver l'intégrité de l'empire ottoman est sauvée, même quand on en détache l'Egypte et le pachalik d'Acre ; mais elle est détruite si on en détache de plus Tripoli, Damas et Alep ! Nous le disons franchement, une telle thèse ne saurait se soutenir sérieusement devant l'Europe.

" Evidemment, il ne saurait y avoir, pour donner ou retirer ces pachalics à Méhémet-Ali, que des raisons d'équité et de politique. La vice-roi d'Egypte a rendu des vassal avec zèle et avec sens. Il a su gouverner l'Egypte et même la Syrie que jamais les Sultans n'avaient pu gouverner. Les musulmans eux-mêmes, longtemps humiliés dans leur juste fierté, voient en lui un prince glorieux qui leur rend le sentiment de leur force. Pourquoi donc faudrait-il que vassal utile qui, une fois séparé par une frontière bien chaude, les deux états de maître, devienne pour lui le plus précieux des auxiliaires ? Il a aidé le Sultan dans sa lutte contre la Grèce ; pourquoi ne l'aiderait-il pas dans sa lutte contre des voisins d'une religion hostile à la sienne ? Son intérêt répond de lui. A défaut de sa fidélité. Quand Constantinople sera menacée, Alexandrie sera perdue. Méhémet-Ali le sait bien : il prouve tous les jours qu'il le comprend parfaitement.

" Il faut donc garder l'intégrité de l'empire et tenons depuis Constantinople jusqu'à Alexandrie, il faut à la fois le Sultan et le pacha d'Egypte, celui-ci soumis à celui-là par un lien de vassalage."

" J'ai cité avec intention ce long passage de la dépêche du 3 septembre 1840, parce qu'il contient en même temps l'exposition de la politique générale de la France en Orient, et l'indication de la faute que fit en Syrie l'Europe de 1840 et dont nous voyons aujourd'hui les cruelles douleurs.

" Alors, quand à la politique générale de la France en Orient, ne point hâter la chute de l'empire turc, de prolonger même la durée, si c'est possible, mais ne rien préparer à sa mort, si elle est inévitable, et faire en sorte que sa succession ne tombe pas entre les mains de ses voisins et ne remplace pas l'équilibre européen : pour cela favoriser et soutenir les provinces de cet empire naissant qui une vitalité qui leur est propre et qui peuvent, moyennant un peu d'appui pendant, faire de l'Egypte et en Syrie ce qu'on a déjà fait dans les principautés du Danube et en Grèce ; hâter enfin de régénérer l'Orient par les sciences et d'appeler à la vie les nationalités qui ont survécu et le Rien qui pouvait vivre : voilà les principales lignes de la conservation de la civilisation dans l'est de l'Europe et dans l'ouest de l'Asie, favorables aussi à la maintien de l'équilibre européen. Quant à la Syrie, ne point rendre aux Turcs, puisque c'est la rendre à l'anarchie, une province qu'ils ne peuvent pas gouverner, la laisser aux Syriens qui le veulent et qui veulent l'ordre, qui peuvent

la prépare à la civilisation européenne : voilà ce que la France proposait à l'Europe en 1840, et que l'Europe n'a pas voulu faire.

" Elle a mieux aimé infliger sur ce point un échec à la politique française : cela entrait dans ses rancunes monarchiques de l'empereur Nicolas ; cela ne déplaisait pas à lord Palmerston. Un essai et un spectacle de coalition contre la France ont paru préférables à la persévérance et à l'opportunité de la Syrie. Nous ne chercherons pas à savoir si tel échec, qui a été funeste à la monarchie de 1830, a été, par les mêmes motifs qu'il a coûté qu'il a encore, favorable à l'Europe ; il, up voulant pas ménager un triomphe à la monarchie de 1830 en Orient et s'acquittant peu de l'affaiblir, l'Europe, qui a eu tout le temps de gravité de la situation en Hongrie. Les de prévoir, n'applaudir de sa chute. De ce côté, ce qui peut dépiter l'Europe peut accepter et nous satisfait. Oui, le cœur bat plus vite en 1860 à en la plaint de porter un coup à la monarchie de 1830 et au principe des révolutions nationales. Mais l'année qu'avait créée cette monarchie l'a vengée à Alma et Sébastopol. Nous laissons donc de côté tout ce qui touche aux revanches de la France contre la coalition de l'Europe en 1840 : il nous suffit de montrer la faute faite en Syrie, faute que la France voulait empêcher, faute qui a causé l'anarchie dont la Syrie de la France depuis 1840, jusqu'à ce que cette anarchie ait éclaté dans les affreux massacres qui désolent et indignent aujourd'hui l'Europe. Il nous reste maintenant à retirer les détails de cette faute, à en signaler les progrès en 1843, 1844, etc., jusqu'à nos jours ; à indiquer enfin les seuls remèdes qu'il y ait à appliquer, remèdes faciles en 1840, plus difficiles aujourd'hui, possibles cependant et indispensables, que l'humanité prescrit impérieusement, que le gouvernement français propose ainsi, dans, que la diplomatie nouvelle appelons, et que la conscience irritée de l'Europe chrétienne se plaindra un jour qu'on ait appliqués à des cadavres mutilés, quand il fallait les appliquer à nos frères vivants et suppliants."

NOTRE FEUILLETON.— Nous commençons aujourd hui la publication de *L'Expiation*, nouvelle fort intéressante de M. HENRI DE KOCK.

MEXIQUE.—Par le steamer *Austin*, parti de Brazos Santiago le 16, nous avons reçu des journaux de Brownsville qui donnent quelques nouvelles du Mexique.

Le Jer courant Vidaurri laissait ses troupes à Rinconado, partit avec le général Zuazua et une trentaine d'hommes pour se rendre à Saltillo. Ils campèrent à six lieues de là, au Rancho de Sangregorio, et furent surpris la nuit par un parti ennemi. Zuazua fut tué d'une balle dans la tête et le fit de Vidaurri fut percé de sept balles Le général en chef parvenu à s'échapper mais il a perdu en Zuazua son meilleur officier.

HAVANE — Le steamer *Cahawba*, parti de New-York, le 11 et de la Havane le 17, est arrivé hier matin à 2 heures avec les malles de l'île de Cuba. Le steamer *Bienville* arrivait de la Nouvelle-Orléans au moment où le *Cahawba* partait de la Havane. Il n'y a rien de nouveau à la Havane, l'état stationnaire continue.

Les fortes pluies qui étaient tombées dans la semaine précédente ont contribué à la lourdeur du marché et à limiter les transactions en sucre. Le No 12 d., a bonne qualité courante, a formé à 8 1|2 réaux. A la clôture de la semaine précédente on avait jusqu'à 8 3|4. Le stock à la Havane et à Matanzas était évalué à 260,000 caisses contre 265,000 en 1859 à la même date. Le stock de mélasses était réduit, les affaires sont limitées, on a vendu dans la semaine 1,500 à 3 1|2 et 3 7|8 par kog pour terrées. Le change est coté : sur Londres 60 jours de vue 11 1|2 à 15 0|0 prime New-York 90 jours 2 à 3 0|0, de 5 à 5 1|2 jours, 3 à 4 0|0 ; Nouvelle-Orléans 60 jours, 3 à 3 1|2, de courte vue 3 à 4 0|0 prime.

Le *Cahawba*, après avoir été réparé à New-York, a repris son service avec presque tous ses anciens officiers Il apporte une cargaison assez complète, composée en grande partie de marchandises d'automne.

NOUVELLES POLITIQUES.—Les sécessionnaires font d'abord déconfits du résultat des élections ont depuis cherché à se reconforter et se sont battu les flancs pour expliquer les pourquoi et les comment de leurs défaites. Passons en revue les derniers efforts.

Au Kentucky un gain de 35,000 voix pour Bell et Everett et l'élection du candidat unioniste par une majorité de 25,000 qui remplace une ancienne minorité de 10,000. C'est la faute à Douglas, disent les sécessionnaires, mais néanmoins Breckinridge gagnera tout cela en nouveaux.

Dans la Caroline du Nord, le parti de l'union a gagné 10,000 voix sur la précédente majorité démocratique de 45,000 et quatorze membres de la législature. La démocratie était unie dans cette élection, tandis qu'en novembre elle se divisera entre Breckinridge et Douglas, ce qui rend certain le triomphe de Bell et Everett. Néanmoins les sécessionnaires comptent sur la Caroline du Nord !

Dans la Louisiane le candidat régulier pour le poste de gouverneur du parti Breckinridge a été battu, et les unionistes ont élu un membre du Congrès sur deux et gagné de cinq à dix mille voix. Un ticket présidentiel douglasseite vient d'être formé. Mais la foi des Breckistes est si robuste qu'ils comptent encore sur l'Arkansas.

Le dissident le candidat sécessionnaire a obtenu un tout 8000 voix sur 130 ou 140,000. Un gouverneur douglasseite, un représentant au Congrès et 36 membres de la législature du même parti, un membre du congrès unioniste ont quelques jours, a adopté des résolutions qui engagent les électeurs à voter n'importe comment, et à la pensée que le Breckinridge ne peut pas être élu, de manière à éviter l'élection de Lincoln.

Stanton, Virginie, 20 août—La Convention Douglassiste a révoqué son comité de conférence et choisira une liste de huit électeurs à la pluralité. Elle a aussi adopté des résolutions engageant les électeurs à voter pour qui que ce soit qui pourrait battre M. Lincoln.

RENCONTRE FATALE — Cincinnati, 20 août.— George J. Caldwell qui a tiré et tué M. Brown, commissaire des E. D., a été arrêté de nouveau et gardé sous caution.

Procédés des Forts Rico.

New-York, 20 août—Les nouvelles de Porto Rico et de Pernambuco du 2 courant disent que la fièvre jaune faisait des ravages parmi les natifs et les étrangers.

Construction d'un nouveau canal.

Louisville, 20 août.—Le contrat pour construire un nouvel embranchement au canal, a été adjugé à MM. T. Barnes & Co, de New-York.

CHRONIQUE LOCALE.

BUREAU DE SANTÉ.—Le Bureau de Santé annonce, dans son rapport officiel, qu'il y a eu cent trente décès dans les limites de la Nlle-Orléans, dans la semaine expirée dimanche dernier.

L'AFFAIRE DU BOIS.—Le Dr Bois dont nous mentionné l'arrestation, a comparu hier devant le recorder Emerson. Voici l'affaire :

D'Etat contre L. Bois, Jean Pierre P. Bois, domicilié au No 12, Triton Walk, âgé de 42 années, sermenté, déclare que le 18 août, entre trois et six heures du soir, l'Hôtel St-Charles, rue St-Charles, dans cette ville et dans District, en présence de plusieurs autres personnes, a frappé et blessé une nommée Sophie Mala, âgée d'environ trente ans, à coups de pied et de poing, par conséquent lédit P. L. Mala du crime de violence.

(Signé) JEAN P. BELL.

L'accusé s'est déclaré innocent. Le magistrat l'a fait incarcérer à la Parish Prison.

LA COLLISION SUR LE CHEMIN DE FER DE CARROLLTON.—On connaît déjà les horribles détails de la collision qui a eu lieu dimanche soir, sur le chemin de fer de Carrollton, par suite de la négligence criminelle de deux employés subalternes à ce service. Il nous reste à ajouter quelques détails sur les blessés que nous avons appris depuis le rapport qui a paru dans nos colonnes.

Denis Frank, âgé de sept ans, fils de M. John Frank, domicilié dans le rez-de-chaussée, ruisseau St-Louis et Roman, est mort hier. Le coroner a convoqué un jury. Il ne tardera pas à ajouter une enquête et à mettre sous les yeux du public les faits qui se rapportent à cette épouvantable collision.

Nous regrettons d'avoir à annoncer que la fracture de la jambe de M. Antoine Choppin a rendu l'amputation nécessaire. L'opération a été faite hier après-midi par le Dr. Schupper. M. Choppin souffrait beaucoup hier soir, on espérait, néanmoins, que le danger était passé.

Les autres blessés sont, croyons-nous, en voie de guérison.

L'ingénieur n'est pas encore arrêté à Pascua et nous écrivons ces lignes. Il est à espérer qu'il ne réussira pas à se soustraire au châtiment qu'il a si bien mérité.

Ouest ou sud. Carrollton subventionne et propriétaires de cette ligne de chemin de fer ne rendra une justice complète à ceux qui défend le débit de spiritueux aux enfants. La police en a déjà arrêté plusieurs. Elle a arrêté hier le propriétaire qui tient une buvette dans la rue Vieille-Levée, entre Rampart et Burgundy. Les plaints ont perdu par l'officier Carrico. Bolzé a fourgé un cautionnement et est demeuré l'instruction.

RECETTES.—M. Thompson, député de M. Bocock, a été appelé à faire part pour la Nlle-Orléans du corps d'un nommé Tertullien Dimick, un fou de Pointe Coupée, qui a été trouvé flottant dans le fleuve, en face de la paisse No 26, le 20 août. Il était robuste, avait les cheveux noirs, et était d'une taille de cinq pieds huit pouces. Vêtements, un pantalon de gingas, une redingote d'alpaca noir, un gilet de drap noir, et une chemise de toile à dessins.

—Un jeune vendeur de journaux, John Lichtag, qui avait l'habitude de voyager sur le chemin de fer de Carrollton, a été tué de la même manière que Sample, la semaine dernière, et presque au même endroit, par un train de Milneburg, allant de Spanish Fort à Carrollton. Le jeune homme a été tué sur le coup. Il était âgé de 14 ans.

Le jeune Lichtag avait arrêté, les Espagnols se sont emparés de la frégate, on ils sont cachés. Hier, une autre bande de bandits est partie, croit-on, pour aller les rejoindre. Les autorités ont donné des mandats d'arrêt contre les auteurs de cette nouvelle insulte faite à la loi et faite aux officiers contre les Espagnols que Pablo Antonio devrait être une peu contre dans l'affaire.

ENDOMMAGEMENTS.—Le conducteur a déposé, hier, contre la Compagnie.

Pour faire des trottoirs en briques, bordés de cordonnets et de ruisseaux en bois, des deux côtés de la rue de l'Esplanade, de Derbigny à Broad—à Pat. Lane, à raison de 94 cts le pied courant.

Pour paver, de pierres carrées, la rue Bienville, de la Levée à Rampart—à L. Buzzi, à raison de 94 39 le pied courant.

Pour faire des trottoirs en briques, bordés de cordonnets et de ruisseaux en bois, des deux côtés de la rue de l'Esplanade, de Derbigny à Broad—à Pat. Lane, à raison de 94 cts le pied courant.

Pour paver, de pierres carrées, la rue Bienville, de la Levée à Rampart—à L. Buzzi, à raison de 94 39 le pied courant.

Pour faire un trottoir en briques, bordé de cordonnets et de ruisseaux en bois, sur le côté nord de la rue de Bourgogne, de la ligne de propriété de Jean Baptiste Lafon à la ligne de propriété de Pierre Soulé, à raison de 94 cts